

Le tourisme de la mémoire se porte bien

Depuis quinze ans, les champs de bataille de la Première Guerre mondiale font l'objet d'une muséographie renouvelée et d'un regain d'intérêt de la population et des collectivités locales

LE VIEIL-ARMAND (Haut-Rhin)
De notre correspondante régionale

À l'entrée des Vosges alsaciennes, l'éperon rocheux du Hartmannswillerkopf domine toute la plaine. Rebaptisé Vieil-Armand par les poilus, et à l'époque allemand, son caractère stratégique en a fait l'un des principaux champs de bataille de la Première Guerre mondiale dans les Vosges. Plus de 30 000 soldats, français et allemands, y périrent. Aujourd'hui, Jean-Marie Bockel, secrétaire d'État aux anciens combattants, et ses homologues des 27 pays membres de l'Union européenne s'y réunirent pour une commémoration dédiée à la réconciliation franco-allemande.

Avec sa nécropole de plus de 1 200 tombes, sa crypte, ses ossuaires de 12 000 soldats inconnus et une immense croix en béton, construits de 1921 à 1932, le site impressionne. Au-delà d'un lieu de mémoire, l'éperon du Vieil-Armand possède un potentiel touristique fort: situé à l'entrée de la route des crêtes, il est visité par

250 000 à 300 000 personnes chaque année...

Un vaste programme de valorisation de ce site, piloté par le Comité du monument national de l'Hartmannswillerkopf et la communauté de communes de Cernay et environs, vient d'être lancé pour 2014: rénovation de l'existant, assez dégradé, création d'un parcours scénographié sur le champ de bataille, construction d'un musée avec espace d'accueil et de restauration, et transformation d'un ancien abri de guerre en abri-mémoire. Coût estimé: 6,5 millions d'euros, qui devraient être essentiellement pris en charge par le conseil général, le conseil régional et les États français et allemand.

Le cas n'est pas isolé. Dès 1992, l'historien de Péronne (Somme) avait mis au goût du jour l'idée de lieux au traitement plus didactique et au regard plus distancié, cherchant à faire

comprendre plus qu'à commémorer. Sur le front de la Marne, un centre d'interprétation très moderne a ouvert en 2006 et un très grand musée est prévu en 2011 à Meaux. Les acteurs meusiens réfléchissent aussi à la manière de moderniser l'offre existante concernant la bataille de Verdun et le conseil général a, cette année, mené un vaste programme de commémoration de la libération par les Américains, et notamment un spectacle son et lumière qui a mobilisé le mois dernier 500 bénévoles à Montfaucon-d'Argonne.

Ces projets voient le jour grâce à la mobilisation d'associations et à une solide volonté politique, les collectivités locales investissant de très grosses sommes. «Le tourisme de mémoire est une des orientations retenues par le président de l'Union européenne pour le 90^e anniversaire de l'Armistice, car, en plus d'une politique mémorielle visant à entre-

tenir le souvenir, il y a, et pourquoi le cacher, une dimension économique», justifie Jean-Marie Bockel, qui prédit que ces investissements seront rentables. «Cela s'accélère depuis quinze ans», confirme Nicolas Offenstadt, historien, qui observe que pour les régions concernées - Lorraine, Champagne-Ardenne, Nord-Pas-de-Calais, Picardie, toutes en difficulté -, c'est l'occasion d'une valorisation «symbolique et économique».

Serge Barcellini, chargé de mission auprès de Jean-Marie Bockel et directeur de la mission histoire au conseil général de la Meuse, voit aussi dans ces initiatives le cours logique de l'histoire, maintenant que les combattants de cette guerre sont quasiment tous décédés. «En Meuse (NDLR: 400 000 visiteurs payants et 250 salariés pour les sites), c'est une vraie puissance économique, et dans ce petit département sans industrie forte, avec le prochain départ du régiment de Commercy, c'est même une obligation!», témoigne-t-il.

Le pari sur l'avenir peut paraître audacieux: qui sait si la guerre de 14-18 continuera d'intéresser les générations futures? «Depuis vingt ans, on observe un regain d'intérêt pour cette période de l'histoire dans la population. Les poilus sont des figures positives», explique Nicolas Offenstadt, pour qui «on peut supposer que cela va continuer».

ELISE DESCAMPS

Le rapport Kaspi propose de réduire le nombre des commémorations

Le rapport de l'historien André Kaspi, qui doit être rendu public mercredi, préconise selon *Le Parisien* de regrouper les commémorations nationales autour de trois dates: «11 novembre pour les morts du passé et du présent, 8 mai pour la victoire sur le nazisme et la barbarie, 14 juillet pour les valeurs républicaines». Cela confirme le maintien du 11 novembre annoncé par Jean-Marie Bockel, secrétaire d'État aux anciens combattants (*lire La Croix du 28 octobre*). Mais cela impliquerait la suppression des journées nationales du dernier dimanche d'avril (déportation), 10 mai (fin de l'esclavage), 8 juin (guerre d'Indochine), 18 juin (appel de De Gaulle), 25 septembre (harkis) et 5 décembre (guerre d'Algérie). Ce que les associations ne devraient pas voir d'un bon œil.

LIRE AUSSI p. 25